

## La réélection de Lula: une reconduction de la gauche au Brésil?

Marie-Hélène Sa Vilas Boas\*

*La présente chronique sera consacrée à une évaluation de la portée de la réélection de Lula. En effet, si l'accession au pouvoir du candidat du Parti des travailleurs en 2002 a représenté une victoire historique pour la gauche démocratique au Brésil, la question se pose maintenant de savoir, à l'issue du scrutin du 29 octobre 2006, dans quelle mesure cette réélection s'inscrit dans la continuité de la précédente victoire électorale, ou pas.*

### Introduction

Le candidat du Parti des travailleurs (PT), Luiz Inácio Lula da Silva, a été reconduit pour un mandat de quatre ans à la présidence de la République du Brésil, lors du second tour réalisé le dimanche 29 octobre. Élu avec 60,82% des voix contre 39,18% pour le candidat du *Partido da Social Democracia Brasileira* (PSDB), Geraldo Alckmin, Lula retrouve, à l'issue de ce scrutin, une forte légitimité. Celle-ci avait été quelque peu érodée par la révélation en chaîne de scandales de corruption impliquant des proches du Président, en particulier le « *dossiégate* ». Cette affaire implique diverses personnalités du PT (*petistas*), notamment l'assistant de Lula, Freud Godoy, dans l'acquisition d'un dossier à

charge concernant deux représentants du PSDB, Geraldo Alckmin et José Serra. Le prix considérable payé pour l'obtention des informations (1,7 million de *reais*) a déplacé l'attention des médias et de l'opposition du contenu du dossier vers l'origine des fonds versés par le PT. Le *dossiégate* a été présenté comme l'un des facteurs explicatifs du bon résultat électoral d'Alckmin lors du premier tour. Celui-ci avait en effet reçu 41,64% des voix contre 48,61% pour l'actuel Président.

Les incertitudes issues du premier tour de scrutin ont entraîné une redéfinition de la stratégie des partis et des organisations sociales durant l'entre-deux tours, qui a fini par être favorable à la candidature de Lula. Ainsi, la mobilisation d'un ensemble de mouvements sociaux qui ont apporté un appui non exempt de profondes critiques à l'endroit de Lula, a permis de déplacer quelque peu la campagne de l'écran à la rue, et de raviver l'image d'un parti proche « de sa base ». L'énergie, teintée d'agressivité, avec laquelle Geraldo Alckmin a fait référence aux affaires de corruption lors des premiers débats télévisés a, en outre, été mal reçue par une partie de l'électorat. Enfin, en assimilant le candidat *PSDBiste* aux privatisations, Lula a gagné une partie de

l'électorat non *petista* ayant voté pour les candidats présidentiels identifiés à la gauche brésilienne, en particulier Heloisa Helena et Christovam Buarque.

Cependant, la discrétion des manifestations de commémoration de cette réélection contraste avec l'ampleur de la victoire. À São Paulo, la célébration des résultats réalisée sur la principale artère de la ville, la *Avenida Paulista*, a réuni près de 4 000 personnes contre 10 000 en 2002. Parmi les participants, certains étaient euphoriques, d'autres perplexes. La tranquillité des festivités n'était pas dénuée de sens.

Le bilan du gouvernement *petista*, ainsi que la campagne hautement personnalisée de Lula, illustrent le fait que le PT ne bénéficie plus aujourd'hui du même crédit politique, tant à l'échelle organisationnelle que programmatique, qu'auparavant. En ce sens, la réélection de Lula porte à l'avant scène les difficultés du renouvellement au sein de la gauche brésilienne.

### **Le gouvernement Lula : quelle rupture avec les politiques antérieures ?**

La popularité dont a bénéficié l'actuel Président, durant la campagne, est généralement expliquée par l'extension du programme « *Bolsa Familia* », le vote pour Lula étant, par conséquent, davantage un vote de "misérables". Ce programme a incontestablement contribué à déplacer l'électorat *petista* du sud et du sud-est vers la région pauvre du Nordeste, modifiant ainsi les bases traditionnelles du PT<sup>1</sup>. Ainsi, lors du premier tour, Lula a reçu 66,82% des voix dans l'Etat de Bahia et 70,94% des voix dans le Pernambouco, contre respectivement 25,64% et 22,86% pour Geraldo Alckmin. La division régionale des votes a toutefois été beaucoup moins marquée lors du second tour. Dans l'Etat de São Paulo, par exemple, Lula a reçu 47, 74% des voix, contre

36,78% lors du premier tour et Geraldo Alckmin 52,26% contre 54,2% le 2 octobre. La popularité de Lula ne saurait donc être réduite au soutien des régions les plus pauvres.

Parmi les succès généralement attribués au gouvernement *petista*, sa politique extérieure a permis au Brésil de s'affirmer comme l'une des grandes puissances de la région. Itamaraty, représenté par le ministre Celso Amorim, a multiplié les alliances internationales, en particulier Sud-Sud. Le Brésil a ainsi participé à la création du G-20, en juin 2003, groupe ayant permis de freiner l'adoption de certains accords à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La priorité a, en outre, été donnée au Mercosul/r à l'encontre du projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) et les alliances avec la Chine ont été multipliées. L'envoi de troupes en Haïti, ainsi que la reconnaissance du droit souverain de la Bolivie de nationaliser ses hydrocarbures divisent toutefois la population. Les négociations autour de la nationalisation du gaz bolivien, en particulier, ont été interprétées par les médias et une partie de l'opposition comme un abandon de la défense des intérêts nationaux.

La politique économique, quant à elle, a été marquée par une certaine continuité avec celle qui avait été adoptée les gouvernements précédents. Le constat d'« héritage maudit » des mandats de Fernando Henrique Cardoso (FHC) a constitué le socle de justification pour la mise en place d'une politique d'austérité visant à stabiliser les indicateurs économiques. Les premiers mois du gouvernement Lula sont ainsi marqués par une série de garanties donnée aux institutions internationales et aux détenteurs du capital financier. La nomination de l'ancien président de la banque de Boston, Henrique Meirelles comme président de la Banque centrale, et du médecin Antônio Palocci au ministère de l'économie marquait

\*Marie-Hélène Sa Vilas Boas est doctorante à l'IEP d'Aix - en- Provence. Elle réside actuellement au Brésil.

<sup>1</sup> Raul Zibechi, *Vers la réélection de Lula ?* 5 Avril 2006, [www.risal.collectif.net](http://www.risal.collectif.net)

ainsi les limites de la « logique de la différence<sup>2</sup> ». L'orientation économique dégagée durant les premiers mois caractérise l'ensemble du mandat de Lula. Celle-ci est fondée sur une politique de taux d'intérêts élevés<sup>3</sup>, de maintien de l'équilibre des comptes, ainsi que d'une politique de taux de change fluctuant.

Les premières réformes d'envergure, telles que la réforme des retraites des fonctionnaires, à l'origine de l'expulsion des actuels dirigeants du *Partido Socialismo e Liberdade* (P-Sol) en désaccord avec le projet, ont confirmé l'orientation prise en début de mandat. En effet, l'établissement d'un plafond pour le paiement des pensions s'inscrivait dans l'esprit de la réforme entreprise durant le second mandat de FHC (1999-2002)<sup>4</sup>.

Doit-on pour autant inscrire le premier mandat de Lula dans une simple continuité des mandats antérieurs? Ce questionnement, objet de débats multiples au sein des médias, entre universitaires et au sein du PT lui-même, fait l'objet de réponses variées. La mise en lumière d'une rupture avec les mandats de FHC est en général fondée sur l'extension des programmes sociaux, à l'origine d'une diminution de la pauvreté au Brésil, à travers les programmes *Faim Zéro* et *Bolsa Familia*. Celle-ci illustrerait l'engagement du gouvernement en matière de lutte contre les inégalités. Le salaire minimum a, en outre, été revalorisé en mai 2006 de 32%, sans compter l'inflation, puisqu'il atteint aujourd'hui 350 *reais* par mois. Si l'adoption précipitée de cette mesure, à la veille de la campagne électorale, n'est pas fortuite, elle représente

tout de même l'une des mesures les plus significatives et les plus révélatrices du gouvernement Lula : à la différence des programmes sociaux précités, souvent qualifiés d'*assistanciels*, l'augmentation du salaire minimum contribue davantage à une réduction des inégalités structurelles dans la répartition des revenus. En attendant, le revenu par tête demeure toujours très bas et il ne touche que les employés déclarés dans un pays où l'emploi informel revêt une ampleur non négligeable.

Enfin, la création d'institutions de représentation des « minorités politiques », tels que le Secrétariat spécial de politiques publiques pour les femmes et le Secrétariat spécial de politiques de promotion de l'égalité raciale, reflète la volonté de prendre en compte les clivages de genre et les divisions ethniques dans l'action publique nationale.

Quoi qu'il en soit, l'évaluation des ruptures ou des continuités entre le gouvernement Lula et les mandats antérieurs suppose que l'on s'entende au préalable sur la définition de critères de comparaison. Selon Emir Sader, il s'agit de considérer les résultats de l'actuel gouvernement Lula à partir des objectifs de « sortie du néolibéralisme<sup>5</sup> » que le projet politique du PT se proposait de réaliser. Dans cette perspective, le mandat de Lula s'inscrit davantage dans la continuité que dans la rupture; la politique économique héritée des années 1990 n'ayant pas été substantiellement remise en cause, même s'il est à noter qu'il n'y a pas eu de nouvelles privatisations au cours de ces quatre dernières années. De plus, la majorité des programmes sociaux introduits ne s'inscrivent pas nécessairement dans une logique de redéfinition des inégalités structurelles traversant le champ socio-économique brésilien. Il s'agit, en effet, de répondre aux besoins les plus urgents des couches totalement démunies. Il n'est ainsi pas étonnant que le Fonds monétaire

<sup>2</sup> Margaret Keck, *A lógica da diferença. O Partido dos Trabalhadores na construção da democracia brasileira*, São Paulo, Editora Ática S.A., 1991.

<sup>3</sup> Les taux d'intérêts ont été quelques peu réduits lors de la chute de Palocci pour implication dans les scandales du *mensalão* et de son remplacement par Guido Mantega, et ce afin de contenir la crise, ils s'élèvent aujourd'hui à plus de 13%.

<sup>4</sup> Laura Tavares Soares, « A reforma da previdência social », in Laura Tavares Soares, Emir Sader, Rafael Gentili et César Benjamin, *Governo Lula. Decifrando o enigma*, São Paulo, Editora Viramundo, 2004, p. 12

<sup>5</sup> Emir Sader, « Lula Ano I », in *Governo Lula.Op. Cit.*, p. 87.

international (FMI) et la Banque Mondiale citent le Brésil comme exemple d'expérience réussie de combinaison de la lutte contre la pauvreté avec la politique d'ajustement fiscal.

Par ailleurs, plusieurs engagements qui s'inscrivaient dans les revendications historiques du PT ont fait l'objet de négociations ou de projets, sans toutefois aboutir à l'adoption de réformes concrètes. Ainsi, la réforme agraire reste en plan, en dépit de la redistribution d'un certain nombre de parcelles. L'absence d'engagement clair du gouvernement sur cette question a entraîné une distanciation du Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre (MST), ce dernier ayant déclaré, durant la seconde moitié de l'année 2005, que le gouvernement ne représentait plus un vecteur de changement. La réforme des lois du travail n'a pas vu le jour non plus, en dépit de la convocation d'une organisation consultative tripartite, le Forum National du Travail, créée en 2003.

Enfin, la révélation de divers scandales de corruption, impliquant des élus *petistas*, parmi les plus médiatisés le *mensalão*<sup>6</sup> et le « *dossiégate* » pourrait confirmer l'absence de rupture, voire l'extension des pratiques politiques antérieures<sup>7</sup>.

### **Une campagne hautement personnalisée: le président au dessus des clivages partisans**

Le système politique brésilien est relativement original, car il repose sur un régime présidentiel, tandis que les personnels des pouvoirs législatifs nationaux et étatiques (*estaduais*)<sup>8</sup> sont élus au scrutin

proportionnel à liste ouverte, une démarche censée favoriser le multipartisme. Pourtant, ce système, en obligeant les électeurs à choisir parmi les candidats pour les mandats de président, de députés fédéraux, de sénateurs et de députés des Etats fédérés, favorise une forte personnalisation des campagnes électorales, au détriment de la cohérence des organisations partisans. Ces règles institutionnelles favorisent, en outre, l'émergence d'un « *présidentialisme de coalition*<sup>9</sup> », expression qui met en lumière la nécessité pour un gouvernement d'établir des alliances avec plusieurs forces partisans, afin de bénéficier d'une base parlementaire indispensable à la réalisation de ses réformes. Il est, en effet, quasi impossible pour un parti d'envisager de gouverner seul.

Dans cette perspective, les alliances préélectorales constituent une première étape de la constitution d'une base parlementaire.

La campagne présidentielle de 2006 est marquée par la constitution de trois coalitions de partis. On retrouve à la « droite »<sup>10</sup> du spectre politique, la candidature de Geraldo Alckmin à la tête de la coalition composée du PSDB, parti ayant évolué vers le centre droit durant la dernière décennie. Ce dernier s'est allié au *Partido da Frente Liberal* (PFL), organisation composée d'une partie des élites traditionnelles, ayant notamment participé au régime militaire, et dont l'orientation est le libéralisme économique<sup>11</sup>. Médecin et gouverneur de l'Etat de São Paulo depuis 2002, Alckmin a été désigné comme candidat du PSDB en mars 2006, contre le

<sup>6</sup> Le *mensalão* désigne l'achat de vote de parlementaire, par le biais du versement d'un second salaire informel, pour l'adoption des projets présentés par l'exécutif.

<sup>7</sup> Ces quatre dernières années ont été marquées par une série de révélations de scandales, laissant penser que la corruption a augmenté durant le gouvernement Lula. D'aucuns affirment toutefois que celle-ci n'est pas plus importante, mais fait aujourd'hui l'objet de davantage de poursuite, la rendant ainsi plus visible.

<sup>8</sup> *Estaduais* renvoie au niveau territorial des états fédérés.

<sup>9</sup> Sergio Henrique Hudson de Abranches, « *Presidencialismo de Coalitão* : O Dilema institucional Brasileiro, in *Dados, Revista de Ciências Sociais*, V. 31, N.1, 1988

<sup>10</sup> Le clivage droite /gauche est d'un usage difficile au Brésil dans la mesure où il ne permet pas nécessairement de comprendre la nature des diverses organisations partisans. Le clivage étatiste/ néolibéral semble mieux correspondre à la réalité brésilienne. Cf. Scott Mainwaring, Rachel Meneguello et Timoty Power, *Partidos conservadores no Brasil contemporâneo. Quais são, o que definem, quais são as suas bases* », São Paulo, Paz e Terra, 2004.

<sup>11</sup> Eliane Cantanhêde, *O PFL*, São Paulo, Publifolha, 2001.

gouverneur nouvellement élu de São Paulo, José Serra. Notons que le premier défend un programme davantage libéral que le second.

De l'autre côté du spectre politique, la candidature d'Heloisa Helena, sénatrice exclue du PT en 2003, en raison de son opposition à la réforme des retraites était soutenue par le parti qu'elle a contribué à fonder, le P-Sol, ainsi que par le *Partido Socialista dos Trabalhadores Unificados* (PSTU) et le *Partido Comunista Brasileiro* (PCB). Celle-ci a obtenu 6, 85% des voix, bénéficiant du report de voix d'une partie des électeurs déçus du PT.

L'actuel président de la République se présentait quant à lui, avec le soutien du PCdoB et du *Partido Republicano Brasileiro* (PRB), parti du vice-président José Alencar (anciennement du *Partido Liberal*). La vice-présidence avait été proposée au PMDB, lequel avait décliné l'invitation afin de rester libre de réaliser des alliances diverses à l'échelle des Etats fédérés, ce qu'un accord avec le PT aurait rendu impossible en raison de la loi sur la « verticalisation<sup>12</sup> ». Le PMDB constitue aujourd'hui le parti ayant la plus large représentation à l'échelle locale dans la mesure où il a remporté sept Etats fédérés.

Quatre candidats se sont, en outre, présentés avec le seul soutien de leur parti: l'ancien ministre de l'éducation du gouvernement Lula, aujourd'hui représentant du *Partido Democrático Trabalhista* (PDT), Christovam Buarque ( 2,67% des voix), les conservateurs Ana Maria Rangel du *Partido Republicano Progressista* ( PRP, 1,3% des voix) et Luciano Bivar du *Partido Social Liberal* (PSL, 0,07% des voix)<sup>13</sup>, José Maria

---

<sup>12</sup> La loi sur la verticalisation impose, depuis 2006, la reproduction des coalitions électorales déterminées autour des candidats à la présidence, pour le reste des scrutins. Par exemple, un candidat du PFL au poste de gouverneur devait être allié au PSDB pour les élections locales dans la mesure où cette coalition était scellée autour du candidat Geraldo Alckmin.

<sup>13</sup> Nous qualifions le PRP et le PSL de partis « conservateurs » en nous fondant sur l'analyse de Scott Mainwaring, Rachel Meneguello et Timoty Power, *Op. Cit.*

Eymael du *Partido Social Democrata Cristão* ( PSDC, 0,07% des voix) et le candidat du *Partido da Causa Operária*, (PCO), Rui Costa Pimenta (0 % des voix<sup>14</sup>). Notons que, durant l'entre deux tours, Heloisa Helena et Christovam Buarque n'ont pas appelé à soutenir l'un des deux candidats, tandis qu'Ana Maria Rangel s'est ralliée à Lula.

La campagne électorale a en grande partie été axée sur les questions de sécurité et d'éthique, les candidats peinant à se différencier. Deux candidatures se distinguaient toutefois quelque peu : Heloisa Helena, qui défendait un programme politique davantage axé sur les droits des salariés et Christovam Buarque qui avait choisi pour axe principal, pour ne pas dire unique, la thématique de l'éducation. L'absence de polarisation entre les principaux candidats s'est atténuée durant l'entre deux tours. L'émergence de la thématique de la privatisation, exploitée par Lula contre son adversaire a, en effet, contribué à raviver le spectre « droite/gauche », en dépit des efforts réalisés par Geraldo Alckmin pour se détacher de l'image que lui attribuait son adversaire. Le thème de la « lutte des classes », depuis quelque temps délaissé par le PT, a été réactualisé pour opposer l'ouvrier Lula et le médecin Alckmin, les classes populaires et l'élite brésilienne. Les préjugés entourant les critiques faites à l'encontre des erreurs de Lula en portugais, ainsi que la distribution d'un tract représentant une main à quatre doigts entouré du symbole routier « sens interdit » ont consolidé la lecture « classiste » du scrutin proposée par le PT. Cette lecture repose toutefois uniquement sur la mobilisation de représentations symboliques et ne s'accompagne pas d'un engagement programmatique.

Durant cette campagne, il est à noter l'intervention inhabituelle du Tribunal

---

<sup>14</sup> La candidature de Rui Pimenta a été invalidée par le Tribunal Supérieur Electoral.

Supérieur Electoral (TSE), par le biais de spots télévisuels visant à expliquer la procédure du vote mais invitant également à voter pour les « bons candidats »<sup>15</sup>. La réélection de plusieurs députés impliqués dans les scandales de corruption marque, toutefois, les limites de la corruption comme facteur de discrédit des hommes politiques (parmi 57 accusés d'implication dans le scandale du *mensalão*, 45 peuvent être reconduits dans leur mandat<sup>16</sup>).

Enfin, les mouvements défendant le vote nul lors du premier et second tour ont acquis, lors de ces élections, une visibilité particulière, manifestant ainsi l'augmentation d'un certain désenchantement à l'égard des candidatures, voire de l'ensemble du système représentatif. Conséquemment, le vote nul s'est élevé à 4, 71% lors du scrutin du dimanche 29 octobre 2006.

La campagne de Lula s'est caractérisée par une haute personnalisation, qui visait à isoler sa candidature des scandales de corruption touchant le PT. C'est donc surtout en tant que Président, placé au-dessus des clivages partisans, que Lula a fait campagne. Les drapeaux rouges du PT ont donc laissé place à un fond d'écran évoquant les couleurs du Brésil, seule l'étoile rouge rappelant l'affiliation partisane de Lula. Ce dernier est, de plus, apparu à côté de personnalités diverses, parfois concurrentes directes des candidats *petistas*. Ainsi, dans l'Etat du Pernambuco, le candidat élu par le PSB, Eduardo Campos, associera publiquement sa candidature à celle de Lula, alors même qu'il y avait un candidat *petista* soutenu par l'actuel Président : Humberto Costa. De même, à São Paulo, Lula apparaît sur les tracts du candidat du PMDB, Orestes Quercia, alors qu'il soutient également Aloizio Mercadante, candidat du PT. La

---

<sup>15</sup> Plusieurs spots télévisés étaient fondés sur l'argumentation suivante : « Si vous souhaitez plus de sécurité, votez pour le bon candidat. Si vous souhaitez plus de santé, votez pour le bon candidat », etc., contribuant ainsi à définir une partie des thématiques légitimes de la période électorale.

<sup>16</sup> *Folha de São Paulo*, le 02/10/2006.

proposition diffusée par le ministre des affaires institutionnelles, Tarso Genro, d'une alliance entre le PSDB et le PT, sur le modèle de la coalition chilienne, autour d'un agenda national de réformes prioritaires, proposition formellement rejetée par l'ancien président FHC dans sa « *Carta aos Eleitores do PSDB* », (Lettre aux électeurs du PSDB), marque également l'autonomisation de la candidature de Lula. Enfin, la charge symbolique du mythe que représente le candidat *petista*, un ancien ouvrier métallurgique accédant au Palais du Planalto, a été particulièrement exploitée pour rapprocher la figure de Lula du « peuple », favorisant ainsi l'image d'un « Père des Pauvres »<sup>17</sup> plutôt que celle d'un candidat partisan.

### **Les mutations organisationnelle et programmatique du Parti des Travailleurs**

En février 2006, lors de la commémoration du 26e anniversaire du PT, le retour sur l'histoire du PT, en particulier, sur sa première décennie de construction à l'origine du mythe fondateur du parti, a été reçu avec émotion ou amertume, selon les cas. L'expérience gouvernementale illustre que le PT a changé et ne correspond plus tout à fait à son mythe fondateur.

Les caractéristiques du PT, lors de sa création, ont fait de ce dernier une « nouveauté »<sup>18</sup> dans le paysage politique brésilien. L'originalité de ce parti reposait sur sa construction organisationnelle et son orientation programmatique. À l'échelle organisationnelle, en 1987, le PT s'appuyait sur l'ample mobilisation et la participation de la base à la prise de décision à travers la constitution des « noyaux de base » (*Nucleos de base*), ainsi que sur le respect de la démocratie interne à travers la reconnaissance de l'existence de tendances. Contrairement à la majorité des partis

---

<sup>17</sup> *Estado de São Paulo*, le 30/10/2006.

<sup>18</sup> Rachel Meneguello, *PT a formação de um partido, 1978-1982*, São Paulo, Paz e Terra, 1989.

brésiliens, relativement régionalisés, le PT s'est progressivement constitué sur l'ensemble du territoire national avec un électorat tout d'abord prédominant dans la région sud-est du pays, en particulier dans son État d'origine, São Paulo. De plus, les campagnes électorales ainsi que les expériences institutionnelles étaient marquées par une certaine discipline partisane, différenciant à nouveau le PT de la majorité des partis brésiliens.

Le PT a sans conteste évolué par rapport à ses premières années d'existence, reproduisant à partir de la moitié des années 90 la « loi d'airain de l'oligarchie », mise en lumière par Roberto Michels<sup>19</sup>, accentuée par l'institutionnalisation du parti. Ce processus consolide en effet les principaux représentants de la tendance majoritaire. Depuis le début des années 2000, l'introduction du Processus d'élection directe (le PED a instauré l'élection des directions partisans par les adhérents, mais loin d'avoir enrayé le processus, cela semble l'avoir accentué<sup>20</sup>.

Les tensions occasionnées lors de l'adoption de la réforme des retraites, suivie de l'expulsion des élus radicaux Heloisa Helena, Luciana Genro, João Batista Baba et João Fontes, permettent d'illustrer « comment les choix politiques du PT mènent également au choix d'un certain type de cadres et à une certaine forme de faire de la politique qui le distinguent nettement de son passé »<sup>21</sup>. Les campagnes électorales marquent, en outre, une certaine dilution de la fidélité partisane caractérisée par l'autonomisation des candidatures à l'égard de l'organisation. Cette dernière semble évoluer davantage vers une « machine électorale », que répondre à son projet initial

de mobilisation des bases. La candidature de Soninha pour le poste de député fédéral l'illustre : le programme électoral de l'ancienne présentatrice de la MTV, axé principalement sur la culture et la reconnaissance des minorités sexuelles, ne fait référence au PT qu'à travers une boucle d'oreille portée par la candidate, représentant l'étoile rouge du parti.

Puis, à une échelle programmatique, le PT se propose tout d'abord la réalisation de ce que le premier congrès de 1990 définissait comme le « socialisme *petista* ». Ce dernier se présente comme un dépassement de la « fausse alternative<sup>22</sup> » entre un courant anticapitalisme autoritaire et un courant démocratique réformiste. L'orientation « socialiste » du parti faisait toutefois l'objet d'une redéfinition à partir du milieu des années 90, jusqu'à sa disparition du programme électoral de Lula en 2002. L'alliance réalisée avec le PL, visant à gagner les entrepreneurs et une partie de l'électorat évangéliste associé à ce parti, annonçait le changement de stratégie du PT.

La campagne électorale de 2006 ne semble pas remettre en cause l'orientation du gouvernement Lula, mais plutôt elle la réaffirme. La reconduction de l'alliance avec José Alencar en est une première manifestation. De plus, le programme de la coalition « Lula de nouveau avec la force du peuple » définit six thématiques prioritaires pour lesquelles des engagements très généraux ont été énoncés : lutte contre la pauvreté et l'exclusion par l'extension des programmes *Faim Zéro* et *Bolsa Família*; développement fondé sur la croissance et le respect de l'environnement ; extension de l'éducation et de l'accès à la culture ; réforme politique ; garantie de la sécurité des citoyens. Le volet « travail et emploi » de ce même programme reprend en substance les principaux axes de la

<sup>19</sup> Roberto Michels, *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Champs, Flammarion, 1984 [1911].

<sup>20</sup> Cf Marie-Hélène Sa Vilas Boas, « Le Parti des Travailleurs à la recherche de la légitimité de ses bases partisans », in Daniel van Eeuwen, (Org.), *Le Nouveau Brésil de Lula. Dynamique des paradoxes*, Paris, Aube, 2006.

<sup>21</sup> Emir Sader, « A primeira crise do governo Lula », in *Governo Lula.. Op. Cit.* p. 98.

<sup>22</sup> Michael Löwy, La longue marche du Parti des Travailleurs, in Jacky Picard (Org.), *Le Brésil de Lula. Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*, Paris, Karthala, Lusotopie, 2003, pp. 81-90.

campagne précédente, tout en étant beaucoup plus général que celui de 2002, dans la mesure où il évite de fixer des objectifs concrets en matière de création d'emploi. Ces imprécisions ont entraîné un certain nombre de questionnements au sein de la CUT, laquelle soutient le programme de Lula tout en ayant élaboré parallèlement un document intitulé « plateforme démocratique des travailleurs », qui présente des revendications précises. Si pour de nombreux militants *petistas* la réélection de Lula permettrait un approfondissement des réformes sociales à l'issue d'un premier mandat de stabilisation de l'économie, cette réorientation semble, d'ores et déjà, limitée par la poursuite de la stratégie adoptée en 2002. La croissance du nombre des députés de la « tendance majoritaire » au sein de la représentation *petista* à l'Assemblée nationale- qui représente aujourd'hui 59% des 83 députés élus contre 51,8% durant le mandat antérieur<sup>23</sup>- ne constitue pas un facteur favorable à un changement d'orientation politique.

Enfin, le projet de « radicalisation de la démocratie » porté par le PT, reposait sur la remise en cause des pratiques politiques traditionnelles. Les multiples révélations de corruption traduisent, en effet, les limites du renouvellement politique suscitées par l'accession du PT au pouvoir. L'achat de vote de parlementaires, le *mensalão*, renvoyant à la problématique du « présidentialisme de coalition » et aux stratégies déployées par l'exécutif pour s'assurer l'adoption de réformes par le pouvoir législatif, marquent, en effet, une rupture avec l'exigence d'éthique prônée durant les mandats de FHC. Le *dossiêgate* suscite, en outre, un certain nombre d'interrogations quant aux sources de financement du parti.

## Conclusion

Les premières déclarations de Lula

<sup>23</sup> Fabio Zanini, « 'Direita' do PT amplia bancada na camara », *Folha de São Paulo*, 04/10/2004.

annoncent de légères inflexions avec la politique suivie antérieurement, sans que cette dernière ne soit, à nouveau, fondamentalement remise en cause. Parmi les principales mesures annoncées, une réforme politique visant à redéfinir les modes de financement des partis et à limiter « l'infidélité partisane » sera proposée au cours du premier semestre de 2007. Il s'agit, par cette mesure relativement controversée au sein des élus, de limiter la corruption à l'intérieur du système politique.

Puis, le prochain gouvernement sera marqué par une certaine continuité avec la politique d'austérité budgétaire caractérisant la dernière décennie<sup>24</sup>. Les hauts taux d'intérêts, objet de fortes critiques, seront néanmoins revus à la baisse. Enfin, Lula prévoit une « discussion avec tous les partis », afin de définir les principaux axes de la politique gouvernementale, alors que, parallèlement, la possibilité de réduire le poids du PT au sein du gouvernement est en cours de discussion. Cette proposition est perçue, par divers membres du PT, comme le signe d'une nouvelle dilution du projet politique *petista*. Elle a, en outre, été accueillie avec réserve par le PFL et le PSDB, le premier invitant le second à exercer le rôle « d'opposition à l'européenne ». Dans cette perspective, la position du PMDB sera décisive pour garantir une base parlementaire au prochain gouvernement. Ce dernier a été divisé durant toute la campagne entre une aile favorable à Lula, représentée par les gouverneurs de l'Etat du Tocantins (Marcelo Miranda) et du sénateur du Rio de Janeiro (Sergio Cabral *filho*) entre autres, tandis qu'une autre aile a soutenu Geraldo Alckmin, au sein de laquelle on retrouve notamment l'ancien gouverneur de l'Etat de Rio de Janeiro, Anthony Garotinho, et le Président du PMDB, Michel Temer.

<sup>24</sup> Lula a en effet annoncé le maintien de l'orientation économique de l'actuel gouvernement en réaction à l'annonce du ministre des affaires institutionnelles, Tarso Genro, selon laquelle « l'ère Palocci » était terminée. *Folha de São Paulo*, le 31/10/2006.



Ces orientations confirment que le PT ne sera pas l'acteur du changement au Brésil. Ce constat suscite la désillusion d'une grande partie de la génération militante ayant contribué à construire une alternative progressiste aux partis traditionnels brésiliens. S'il est vrai que le PT a « la responsabilité de ne pas décevoir le peuple brésilien », ainsi que l'affirmait Lula dans son discours du 29 octobre 2006, rien n'indique que cette responsabilité non assumée durant ces quatre dernières années, le sera à l'avenir. Il semble ainsi fort probable que l'évolution du PT confirmera son ancrage au centre du paysage politique brésilien, centre diffus et difforme, aussi peu consensuel que fortement conflictuel.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre Études internationales et Mondialisation (CEIM).